



Genève, le 19 septembre 2019

Communiqué de presse

Budget 2020 : un budget pour la population ou pour l'administration ?

Le PDC a pris connaissance du projet de budget présenté aujourd'hui par le Conseil d'Etat. Ce projet de budget présente un déficit abyssal de quelques 590 millions de francs, sans pour autant présenter la moindre piste de réforme structurelle. Le Parti démocrate-chrétien tient à exprimer sa vive inquiétude pour les exercices budgétaires à venir et appelle de ses vœux une prise de responsabilité du Conseil d'État afin de garantir sur le long terme la santé des finances de notre canton.

Le peuple s'est prononcé ce printemps sur deux sujets particulièrement importants, notamment sur le plan des finances publiques : la réforme de la fiscalité des entreprises (RFFA) et la recapitalisation de la CPEG. Si les effets de la RFFA étaient attendus, la recapitalisation de la CPEG s'est ajoutée à l'équation et a induit pour l'État de Genève des charges supplémentaires significatives.

Malgré ces éléments, le Conseil d'État souhaite manifestement poursuivre le train de dépenses de l'État, en augmentant les charges de manière inquiétante, sans pour autant proposer de réformes structurelles ou d'économies afin de garantir la santé financière de notre canton sur le long terme.

Sur le plan des dépenses, la progression des charges dépasse une nouvelle fois l'évolution de la population (même si l'on fait abstraction des coûts de la CPEG et des mesures d'accompagnement de RFFA). La masse des fonctionnaires continue de croître de manière démesurée avec la création de plus de 400 nouveaux postes sans pour autant offrir significativement de nouvelles prestations à la population. Cette croissance implique à long terme des charges toujours plus importantes pour l'État.

Ceci, alors même que sur le plan des recettes, les perspectives sont en demi-teinte. Il était attendu que les revenus liés à l'impôt des personnes morales diminuent, suite à l'adoption de RFFA. Il aurait donc été conséquent de réduire la voilure et de mettre en place un budget plus raisonnable à court terme.

Le PDC est inquiet pour l'avenir, particulièrement lors que l'on remarque que l'autofinancement des investissements ne sera plus assuré dès 2020 et que la dette risque de prendre rapidement l'ascenseur, après une législature de gestion prudente et rigoureuse opérée par le magistrat PDC Serge Dal Busco.



Le PDC attend une fois pour toutes de la part du Conseil d'État, une véritable prise de responsabilité, un questionnement sur la nature et la pertinence de certaines prestations et la mise en place de réformes structurelles permettant d'anticiper les enjeux financiers à venir. Le vote du budget par le groupe PDC dépendra des travaux en commission des finances et de l'évolution de ce projet peu satisfaisant.

Contacts :

Vincent Maitre, député et président du PDC Genève	076 392 39 92
Jean-Luc Forni, chef de groupe PDC et commissaire aux finances	079 306 19 32
Nicolas Fournier, secrétaire général du PDC Genève	076 679 02 21